

# L'extrême-droite est au pouvoir en Belgique !

Pierre Verhas

23 octobre  
2014



Les sérieux accrochages entre l'opposition socialiste francophone et la nouvelle majorité dite « suédoise » qui comporte trois partis flamands – les nationalistes de la NV-A (Nouvelle alliance flamande), les chrétiens du CD&V, les libéraux thatchériens de l'Open VLD et un seul parti francophone, parti du Premier ministre Charles Michel, le MR – Mouvement réformateur, droite libérale – ont fait apparaître la présence au gouvernement de deux ministres proches de l'extrême-droite flamande, tous deux appartenant à la NV-A : le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, Jan Jambon et le secrétaire d'Etat à la Migration, Théo Francken.



Laurette Onkelinx, cheffe de l'opposition socialiste, n'admet pas la présence de Jan Jambon et de Théo Francken au gouvernement de Charles Michel

## Qui sont ces deux personnages ?

Jan Jambon est le numéro 2 de la NV-A qui est le premier parti de Flandre et même de Belgique avec 33 sièges à la Chambre des représentants. Universitaire né en 1960 à Genk, ville du Limbourg belge au Nord-est de la Belgique, il a dirigé un club de réflexion indépendantiste flamande, In de Warande, qui est un cercle fondé par le VEV (Vlaamse Economische Verbond) qui est une association patronale similaire au Medef français. Le VEV est devenu le VOKA en janvier 2004 et représente quelque 17.000 entreprises qui totalisent 66 % du PIB flamand. C'est dire sa puissance.



Jan Jambon, en plus d'être proche du grand patronat, a des sympathies dans les cercles nazis flamands. Ici, il prononce un discours au Sint Maartensfonds, l'amicale des anciens SS flamands.

Jan Jambon, en plus d'être proche du grand patronat, a des sympathies dans les cercles nazis flamands. Ici, il prononce un discours au Sint Maartensfonds, l'amicale des anciens SS flamands.

Jambon prit aussi la direction du Vlaams Volksbeweging (mouvement populaire flamand) qui est une association nationaliste flamande et indépendantiste qui n'a pas hésité à user de la violence lors de manifestations anti-francophones à la frontière linguistique et dans la périphérie bruxelloise. En 2006, Jambon quitte le VVB pour rentrer dans le parti nationaliste et indépendantiste NV-A dirigé par un jeune militant, Bart De Wever. Il devint député en 2007 et vient d'être nommé Vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur dans le gouvernement fédéral belge.

Jan Jambon fut violemment critiqué dans tous les milieux démocratiques pour sa participation en 2001 au cinquantième anniversaire du Sint-Maartensfonds où il prononça un discours. Cette association est l'amicale des anciens SS de la légion « Vlandern » qui combattit au Front de l'Est contre l'URSS. Il réitéra récemment sa sympathie à l'égard de la collaboration avec les nazis dans une interview au journal catholique « La Libre Belgique » où il déclara que les collaborateurs avaient leurs raisons d'agir ainsi à l'époque.

Théo Francken est né en 1978 à Lubbeek dans la province de Brabant flamand. Il fit des études de pédagogie à l'Université de Louvain flamand. Il milita très jeune à la NV-A. Il fut chef de cabinet adjoint du ministre NV-A Geert Bourgeois dans le gouvernement flamand de 2009 à 2010 et devint député de l'arrondissement de Louvain en 2010. Il est nommé Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration et à la Simplification administrative.

Francken fait incontestablement partie de la branche la plus extrémiste du nationalisme flamand. Il n'a pas hésité à envoyer depuis des mois des mails racistes et homophobes, par exemple, en considérant que l'immigration marocaine et turque de constituait pas une « plus-value ». Il parle de « sales cons marocains », etc. D'autre part, au lendemain de sa prestation de serment, Francken a participé à la cérémonie du 90ème anniversaire de l'ancien du Front de l'Est, ancien sénateur Volksunie (parti nationaliste flamand qui a précédé la NV-A) et surtout fondateur de la milice néo-nazie VMO – Vlaamse Militanten Orde (ordre militant flamand) – qui a causé dans les années 1960 à 1980 des violences dans les villages des Fourons à la frontière linguistique, qui s'est livrée à des agressions racistes et qui a finalement été interdite par le gouvernement et ses leaders ont été sévèrement

condamnés et emprisonnés.

### **Le nationalisme flamand a une puissance branche fasciste qui est au gouvernement.**

Quand on lit le parcours de ces deux personnages, ce n'est pas être atteint du syndrome de Godwin d'affirmer qu'ils sont à tout le moins des sympathisants fascistes, nostalgiques du IIIe Reich. Comment ont-ils pu accéder ainsi aux plus hauts niveaux du pouvoir politique belge ?

Cela tient à la nature du mouvement nationaliste flamand qui remonte aux débuts de l'histoire de la Belgique indépendante. La bourgeoisie belge qui a obtenu la séparation avec les Pays Bas en 1831 était francophone. La population flamande essentiellement composée de paysans et de membres du prolétariat naissant était sous la coupe de cette bourgeoisie et du clergé catholique.

Les quelques intellectuels pratiquant la langue flamande fondèrent le mouvement flamand qui revendiquait l'introduction de la langue flamande dans l'administration, dans la Justice et dans l'enseignement en Flandre. Peu à peu, ils parvinrent à faire progresser la langue flamande dans le pays, surtout en Flandre.

Aussi, de culturel, le mouvement se politisa. Il se situait essentiellement dans la mouvance de l'église catholique, mais des écrivains socialistes comme Auguste Vermeulen se joignirent au mouvement flamand. Le mouvement flamand devint territorial. Leur principale revendication à la fin du XIXe siècle fut la flamandisation de l'Université de Gand afin de former une élite en Flandre.

C'est ainsi que naquit le nationalisme flamand. Il se divisa en deux branches : l'une souhaitant accroître l'influence politique flamande dans le cadre belge, l'autre prônant la séparation et l'indépendance de la Flandre.

### **Le nationalisme flamand vers le fascisme**

Quand éclata la Première guerre mondiale, la Belgique fut envahie à l'exception de l'extrême-ouest de la Flandre orientale, le front de l'Yser. La partie radicale – appelée les « *activistes* » – du mouvement nationaliste flamand se rallia à la « *flamenpolitiek* » des Allemands qui accordaient l'autonomie à la Flandre et à la Wallonie, divisant ainsi la Belgique en deux. Sur le front est né aussi le mouvement frontiste qui voulait donner plus de poids aux combattants flamands de l'armée belge. À la fin de la guerre, les patriotes belges, surtout les francophones, éprouvèrent suite à cela un fort ressentiment contre les Flamands en général, ce qui était non seulement injuste et qui ne fit qu'accroître les tensions dans l'entre-deux guerres.

Le mouvement flamand était donc divisé en deux ailes, le très puissant parti catholique avec les « *standen* », c'est-à-dire les associations sociales, culturelles et professionnelles chrétiennes comme le syndicat chrétien et le « *Boerenbond* », fédération des paysans flamands qui contrôlait la production agricole en Flandre.

Un puissant parti nationaliste flamand ouvertement fasciste fut fondé en 1933 par Staf De Clercq surnommé le « *Hitler flamand* », le VNV (*Vlaamse Nationale Verbond* ou Ligue nationale flamande). Ce parti obtint 16 sièges à la Chambre aux élections de 1936, tandis que le mouvement rexiste de Degrelle en obtint 21. Le fascisme fit une entrée fracassante dans la politique belge, ce qui mena à un gouvernement d'union nationale des trois partis traditionnels (catholiques, libéraux, socialistes).



Staf De Clercq à un rassemblement du VNV en 1934

Si le rexisme en Wallonie fut un feu de paille suite aux rodomontades de Degrelle qui n'hésita pas à se rallier ouvertement à Hitler avant la guerre, le VNV garda une grande influence et obtint 17 % des voix aux élections de 1940, juste avant l'offensive allemande. Le nationalisme flamand avait désormais une puissance composante fasciste.

La collaboration en Flandre confirma le poids des nationalistes fascistes du VNV et la légion SS « *Vlandern* » donna le contingent étranger le plus important à la Waffen SS. Il ne faut cependant pas passer sous silence le poids de la Résistance en pays flamand qui fut plus importante qu'en Wallonie.

### **L'affaire royale sonne le début de la division de la Belgique.**

Après la libération, la répression amena de nombreux nationalistes collaborateurs devant les tribunaux. Le mouvement flamand qui avait été démonétisé suite à son attitude pendant l'occupation, se reconstitua assez rapidement. Sa première revendication était l'amnistie des condamnés pour faits de collaboration. En effet, les nationalistes avaient réussi à faire penser que la répression fut bien plus sévère en Flandre qu'en Wallonie et que les condamnations des nationalistes étaient injustes puisqu'ils ont pensé que l'Allemagne nazie accorderait l'indépendance à la Flandre.



Léopold III signa son abdication en juillet 1950 en faveur de son fils Baudouin qui avait vingt ans.

La question royale donna un élan supplémentaire aux nationalistes. Le roi Léopold III avait eu une attitude plus qu'ambiguë pendant l'occupation et l'opinion de gauche et la majorité des Wallons considéraient qu'il devait abdiquer, tandis qu'en Flandre, l'Eglise et les nationalistes s'opposaient à l'abdication. Le gouvernement catholique minoritaire à l'époque commit l'erreur d'organiser en 1950 une consultation populaire qui montra qu'une majorité des Wallons étaient contre le roi, contre une forte majorité de Flamands qui en étaient partisans. Résultat : la consultation donna une majorité favorable à Léopold III dans l'ensemble du pays. Une guerre civile faillit éclater. Des émeutes eurent lieu dans la région de Liège où deux ouvriers ont été tués par les gendarmes. La gauche socialiste et communiste menaça d'organiser une marche sur Bruxelles pour contraindre Léopold III à abdiquer.

Le roi finit par abdiquer en faveur de son fils Baudouin. Les choses se calmèrent, mais le pays était désormais divisé, bien qu'officiellement on ne voulût pas l'admettre et que le mouvement ouvrier souhaitait maintenir une unité de lutte entre Flamands et Wallons.

### **Les tribulations des nationalistes flamands**

Le nationalisme flamand se renforça après la crise royale. En décembre 1954, fut fondée la *Volksunie* (Union du peuple), parti nationaliste flamand qui regroupe des chrétiens flamingants et des anciens du VNV. Très vite, ce parti perça : il obtint 5 députés et 2 sénateurs en 1961 et 21 députés et 19 sénateurs en 1974. Une aile modérée de la Volksunie (VU) fit opter non pour le séparatisme, mais pour le fédéralisme. Elle fut aux affaires de 1977 à 1981. Et par après, de 1988 à 1991. Cette attitude modérée ne plut guère à tout le monde.

En 1977, une scission de l'extrême-droite de la VU vit naître le *Vlaams Volkspartij* de l'ancien collaborateur Lode Claes qui s'unit l'année suivante au *Vlaams nationale Partij* de Karel Dillen ancien fondateur du groupe ultranationaliste et ouvertement fasciste *Were Di*. Les deux partis fusionnent et forment le parti nationaliste néonazi le *Vlaams Blok* (Blok flamand). Dillen en sera le premier député dans l'arrondissement d'Anvers aux élections de 1978.



Karel Dillen, le fondateur du Vlaams Blok, avec Le Pen

Quant à la Volksunie, elle connut une nouvelle division qui entraîna sa dissolution en 2001 : l'aile droite dirigée par Geert Bourgeois fonda la NV-A (*Nieuwe Vlaamse Alliantie* – nouvelle alliance flamande) et une aile gauche *Spirit* qui fut absorbée par après par le Parti socialiste flamand. En 2004, la NV-A se présente en cartel avec les chrétiens flamands dirigés à l'époque par Yves Leterme et qui remporta les élections régionales et entra en force au gouvernement flamand.

Le leader de la NV-A était un jeune politicien encore inconnu, Bart De Wever né à Anvers en décembre 1970. Dès son enfance, il baigna dans le nationalisme flamand. À l'Université de Louvain où il fit des études d'histoire, il fut inscrit à la fédération des étudiants libéraux flamands, ce qui explique sans doute son adhésion aux thèses

ultralibérales. De Wever s'engagea en politique et fut élu en 1996 conseiller communal de la ville de Berchem près d'Anvers. En 2001, il fut co-fondateur de la NV-A avec Geert Bourgeois.

### **L'irrésistible ascension de la NV-A**

Aux élections de juin 2007, Bart De Wever est élu député de l'arrondissement d'Anvers. Le cartel CD&V – NV-A devient la plus importante fraction politique de la Chambre des représentants. Au terme d'une série de péripéties, Leterme arrive à former un gouvernement en 2008 avec cinq partis dont les Socialistes. Bart De Wever décide de rejoindre l'opposition et le cartel éclate.



Bart De Wever sut se rendre populaire et fait preuve d'un très grand sens stratégique.

Depuis, la NV-A ne cesse d'accroître sa popularité aussi bien aux élections régionales qu'aux législatives fédérales. Après le scrutin du 13 juin 2010, la NV-A obtient 17 sièges à la Chambre et devient le premier parti non seulement de Flandre, mais du pays. Du côté francophone, c'est le PS qui devint la première formation. C'est le début de la crise de 541 jours.

De Wever manœuvre avec brio et refuse d'entrer dans le gouvernement présidé par le dirigeant socialiste francophone Elio Di Rupo en le poussant à rompre les négociations. Et son parcours politique engrange victoires sur victoires. Ainsi, il conquiert la mairie d'Anvers suite aux élections communales de 2012 qui était tenue depuis des décennies par les Socialistes flamands.

### **Bart De Wever et l'extrême-droite**

Il y eut un incident significatif. Au cours des négociations, Di Rupo ouvrit une porte vers l'amnistie des anciens collaborateurs flamands. Face à la levée de boucliers du côté francophone mais aussi dans bien des milieux flamands, cette idée fut vite abandonnée.

D'autre part, on apprit que Bart De Wever avait fréquenté le leader d'extrême-droite français, Jean-Marie Le Pen en 1996. D'après le site RésistanceS du 8 août 2007 : « *La photo de Jean-Marie Le Pen avec Bart De Wever date de 1996. Elle a été prise après une conférence organisée à Anvers par le Vlaams-nationale Debatclub, un cercle de réflexion idéologique favorable notamment à la fin du « cordon sanitaire » isolant l'extrême droite sur l'échiquier politique. Lié directement au Vlaams Blok / Belang (VB), ce club préconise l'unité de tous les courants de la droite dans une seule force politique et organise dans ce but des conférences-débats* »



Bart De Wever et Jean-Marie Le Pen à Anvers en 1996. Une photographie qui dérange le leader de la NV-A.

Or, il apparaît que ce « *Debatclub* » est fort proche du Vlaams Blok devenu depuis le Vlaams Belang. Il est donc difficile d'admettre que Bart De Wever était là pour « *s'informer* »... En plus, on sait aujourd'hui que le n° 2 de la NV-A, Jan Jambon, a lui aussi assisté à une conférence de Le Pen à Anvers. Décidément, le chef du FN semble apprécier la métropole belge !

Alors, d'extrême-droite ou non ? Il est difficile de considérer que le chef nationaliste flamand soit un « *démocrate* » même s'il ne cesse de répéter dans les médias qu'il est un chaud partisan de la démocratie.

Un autre élément inquiétant apparut après les élections du 25 mai 2014. Il y eut un transfert massif de voix de la formation néo-nazie Vlaams Belang vers la NV-A, ce qui explique en grande partie son succès.

Aussi, les attitudes de Jambon et de Francken ne sont guère surprenantes. Ces deux personnages se trouvent très bien dans la direction de la NV-A et la duplicité de Bart De Wever qui se donne un vernis démocratique ne fait que confirmer la « *tendance* » de ce parti.

Le plus surprenant est l'attitude de ses adversaires. Ainsi, Paul Magnette, le président ad interim du PS lors du gouvernement Di Rupo évoqua le NV-A dans un livre entretien sur la question nationale qu'il commit en 2013 : « *Le nationalisme est en fait une enveloppe vide qu'on peut remplir de différentes façons*". "Il faut dès lors faire la différence entre un nationalisme xénophobe dont le Vlaams Belang est un exemple et avec lequel nous refusons de parler et un nationalisme qui n'est ni raciste ni anti-européen comme celui de la N-VA avec lequel le PS veut parler", a-t-il noté. "Nous voulons associer la N-VA à une démocratie de compromis car le rêve de tout parti nationaliste est de rester à l'extérieur. Nous voulons les obliger à exercer le pouvoir car il y a une grande différence entre rédiger un programme de parti dans lequel on affirme vouloir supprimer le Sénat et diminuer le nombre de membres dans les cabinets pour faire des économies et faire un budget. On découvre alors que ces idées ne rapportent pas tant que cela. »

Eh bien ! Ils exercent le pouvoir et cela commence bien !

### **L'extrême-droite au pouvoir en Belgique !**

Mû par une volonté issue des milieux financiers et patronaux, les libéraux tant flamands de l'Open VLD et francophones du MR exprimèrent leur ferme volonté de rompre avec les Socialistes et de provoquer les classiques réformes néolibérales qui sont dans l'air du temps : démantèlement de la Sécurité sociale, privatisation des services publics et dérégulation.

Pour ce faire, il était impossible de former une tripartite au niveau fédéral (libéraux, socialistes et chrétiens). La NV-A était indispensable s'imposant comme premier parti en Flandre.

On voit le résultat : le gouvernement du libéral francophone Charles Michel est composé de trois partis flamands

– le CD&V chrétien, l'Open VLD libéral et la NV-A nationaliste et principale formation) et d'un parti francophone, les libéraux du MR.

Et il y a de quoi être inquiet. La NV-A dispose des postes clés : l'Intérieur avec Jan Jambon, les Finances, la Fonction publique, la Défense, la Politique scientifique et l'Asile et les Migrations avec Théo Francken.

On verra très vite les restrictions aux libertés – Jan Jambon souhaite que l'armée intervienne dans les missions de maintien de l'ordre – et Théo Francken envisage de multiplier les centres fermés pour les familles d'étrangers en séjour illégal. On se prépare à des lendemains qui chantent !

### **La collusion extrême-droite, patronat**

Le patronat approuve le programme du gouvernement Michel. Il souhaite même qu'il aille plus loin dans les mesures antisociales. Nous en parlerons. Quoi de plus normal ?

Il y a cependant un élément très inquiétant : comme cela a été évoqué au sujet de Jan Jambon, il y a une collusion évidente entre le patronat flamand de la VOKA qui est la branche principale de la FEB – Fédération des entreprises de Belgique, l'équivalent du Medef – et les éléments les plus extrémistes de la NV-A comme Jan Jambon, Vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, qui dispose ainsi de toutes les informations sur les travaux du gouvernement et est le maître du maintien de l'ordre, et aussi Théo Francken qui n'hésitera pas à mener une politique restrictive et répressive à l'égard des immigrés et des réfugiés qui seront ainsi à la merci de la pire exploitation.

Et on en a déjà un élément : l'attitude de la direction de la chaîne de grandes surfaces Delhaize est symptomatique. En plus d'une restructuration qui entraînera 2.500 pertes d'emplois et la fermeture d'une vingtaine de magasins, les patrons veulent effectuer une retenue de 90 Euros mensuels sur les salaires de tous les travailleurs et revoir à la baisse les augmentations barémiques à l'ancienneté. Ces mesures non concertées sont illégales. Il est évident que la venue au pouvoir de la droite ultralibérale n'y est pas étrangère : elle ne fera preuve d'aucun zèle pour défendre la légalité sociale et, si les choses tournent au conflit ouvert, on peut faire confiance à M. Jambon pour envoyer ses pandores.

Les travailleurs de Delhaize en grève ce 18 octobre suite à la volonté patronale de raboter les salaires et de saboter la concertation. On verra si la "Suédoise" mènera la répression contre les travailleurs.

Le danger est donc majeur. La riposte devra être ferme, rapide et stratégique. Les vociférations et le tintamarre ne servent à rien.

La lutte contre l'extrême-droite et pour le rétablissement de la démocratie et surtout des droits à la dignité doit être sans merci mais dictée par l'intelligence d'une stratégie à élaborer dans l'unité de celles et de ceux pour qui les principes de liberté et d'égalité sont inaliénables.